

2 Politique

Assemblée nationale/Déclaration de politique générale du Premier ministre aujourd'hui

Issoze Ngondet à la quête de la confiance des députés

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

Conformément à l'article 28a de la Constitution, le Premier ministre, chef du gouvernement, Franck Emmanuel Issoze Ngondet, se rendra au palais Léon Mba, cet après-midi, pour décliner les grandes lignes de la politique qu'il entend conduire, sous la direction du président de la République, au cours des prochaines années. Ce, dans le cadre du mandat entamé il y a bientôt deux mois. Son allocution donnera lieu à un débat avant le vote des députés. Ce sera à la faveur d'une séance plénière présidée par le patron des lieux, Richard-Auguste Onouvié.

SELON les dispositions de l'article 28a de la Loi fondamentale, "Dans un délai de quarante-cinq (45) jours au plus, après sa nomination et après délibération du Conseil des ministres, le Premier ministre présente devant l'Assemblée nationale son programme de politique générale qui donne lieu à un débat, suivi d'un vote de confiance. Le vote est acquis à la majorité absolue des membres de l'Assemblée nationale".

C'est dans ce cadre que le Premier ministre, Franck Emmanuel Issoze Ngondet, sera l'hôte des députés cet après-midi. Ce sera au cours d'une séance plénière que dirigera le président de l'As-



Le président de l'Assemblée nationale, Richard-Auguste Onouvié, et ses collègues, reçoivent...

semblée nationale, l'honorable Richard-Auguste Onouvié. Après l'exposé du locataire de l'immeuble du 2-Décembre, suivront les interventions des élus. Un exercice qui se fait souvent à travers les présidents des groupes parlementaires. Vu qu'il n'y a que le groupe PDG (Parti démocratique gabonais), au pouvoir, on imagine que la conférence des présidents, de ce matin, décidera de la manière dont l'Assemblée pourra susciter le débat prévu par la Constitution. Cet événement intervient dans un contexte plutôt particulier. Cela sur plusieurs plans. D'abord au niveau logistique, l'institution ayant perdu son hémicycle lors des violences qui ont suivi l'annonce des résultats de la dernière Présidentielle. Puis, parce que ce rendez-vous ar-

rive à moins de deux mois de la fin de la Législature actuelle (la XIIIe). A pareils moments, les élus ont généralement la tête ailleurs...

Sur un tout autre plan, on notera que la Déclaration de politique générale de l'actuel Premier ministre survient au moment où le pays est encore à la recherche des voies et moyens pouvant l'aider à sortir véritablement de la crise post-électorale aiguë dans laquelle il est encore plongé aujourd'hui. L'idéal étant de réunifier la Nation et y ramener la quiétude et la sérénité.

DIALOGUE NATIONAL • C'est dans cette perspective qu'est née, en plus de la formation d'un gouvernement d'ouverture, l'initiative d'un dialogue national inclusif et



...le Premier ministre, Franck-Emmanuel Issoze Ngondet, dans le cadre de la présentation de sa Déclaration de politique générale.

sans tabou, prise par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Mais aujourd'hui, l'idée n'a pas encore trouvé l'assentiment de tout le monde. Pendant que certains adhèrent, d'autres expriment leur désapprobation, campant sur leur position d'opposants radicaux. Même dans le camp du "oui", il y a des voix qui s'élèvent pour poser des conditions pas toujours facilement accessibles...

A cela il faut ajouter la situation économique qui n'est pas des plus idéales. Loin s'en faut. Le pays connaît une conjoncture difficile essentiellement provoquée par la baisse du prix du baril du pétrole. Ce qui a obéré considérablement les finances publiques et qui tend à réduire la marge de manœuvre du gouvernement. Face à

cette situation, des réformes s'imposent davantage au pays. Le tout est de savoir définir lesquelles seront les plus adaptées, et plus à même de lui permettre de juguler au mieux les difficultés actuelles.

C'est dire que le Premier ministre est très attendu à ce niveau. Surtout au moment où, le front social grogne également. A en juger par le climat délétère qui a prévalu lors de la rentrée scolaire de cette année. Tout le monde s'accorde pour reconnaître que les mouvements de grève observés actuellement par les principaux syndicats de ce secteur ont profondément brouillé cette rentrée scolaire que d'aucuns, y compris du côté des parents d'élèves, n'hésitent pas à qualifier de "ratée"...

GROGNE SOCIALE • Sans oublier, ce qui s'apparente à une crise de confiance entre le gouvernement et certains établissements privés dans lesquels l'Etat avait orienté des élèves, et qui attendent maintenant que l'Etat honore ses engagements. Au point de conduire ces structures privées à exiger des frais de scolarité aux élèves eux-mêmes, donc à leurs parents. Sur ce chapitre, l'Enseignement supérieur, qui fait face à la pire crise que l'USTM ait connue, n'est pas non plus épargné.

C'est donc dans ce contexte que Franck Emmanuel Issoze Ngondet va solliciter la confiance de l'Assemblée nationale dont certains membres lui reprochent sous cape, d'avoir pris nombre d'initiatives avant cette étape, considérée comme une sorte d'investiture du gouvernement. Ces derniers font allusion à la sortie relative "aux mesures prioritaires" des cent premiers jours...

Alors, devant une telle situation et face à la grogne sociale, synonyme de pression des populations (donc des électeurs potentiels), que vont faire Richard-Auguste Onouvié et ses collègues (surtout ceux du groupe parlementaires du PDG et ses alliés) ? Resteront-ils sur les consignes habituelles du parti ? Le suspense peut-il être permis ? Réponse dans quelques heures.

Le vote de tous les risques ?

Jonas OSSOMBEY

Libreville/Gabon

Si le PDG compte une majorité écrasante parmi les députés de l'Assemblée nationale, le chef du gouvernement, Franck Emmanuel Issoze Ngondet, contrairement à ses prédécesseurs, n'aura pas la tâche facile, aujourd'hui, au moment de requérir leur vote de confiance. Tant les plaies béantes d'une élection présidentielle, où la plupart de ces élus n'ont véritablement pas mouillé le maillot pour leur champion, ont du mal à se cicatriser. C'est donc, à en croire certains observateurs, un test grandeur nature.

FRANCK-EMMANUEL Issoze Ngondet va soumettre sa Déclaration de politique générale, aujourd'hui, à la sanction des députés de la XIIe Législature. A ces derniers de lui accorder ou pas le vote de confiance nécessaire pour lui permettre de mettre en place sa politique de gouvernement.

Si tout était normal, celle-ci ne devait pas soulever certaines questions. Autrement dit, elle passerait comme une lettre à la poste. Mais, car il y a un mais, les clivages



Le président du groupe parlementaire PDG, André Dieudonné Berre...

au sein du Parti démocratique gabonais (PDG), dont les élus à l'Assemblée nationale passent pour être les véritables instigateurs, du moins des acteurs incontournables, ne sont pas de nature à rassurer quiconque. Même le nouveau locataire de l'immeuble du 2-Décembre.

L'ombre d'une défiance plane autour de ladite Déclaration. Car, ils sont encore nombreux, au sein du groupe parlementaire PDG, à s'interroger sur une suite à donner à leur avenir politique. S'ils sont une bonne douzaine d'anciens "camarades", du Rassemblement

Héritage et Modernité, à avoir quitté la barque, avec armes et bagages, pour inconvenances avec leur hiérarchie et le pouvoir en place, beaucoup parmi ceux qui sont restés n'en pensent pas moins. Ils n'attendent alors que la goutte d'eau qui va faire déborder le vase pour emprunter la même voie de non-retour.

Selon certains bruits de couloir, ils attendraient des garanties par rapport à leurs sièges politiques. Ils estiment que c'est là une motivation devant les conduire à accorder leur confiance, par un vote favorable, à la feuille de route de l'équipe du natif

de Makokou. Une menace à peine voilée qui ne devrait pas être du goût de certains qui pensent, en sourdine, que l'heure d'avoir une classe de "vrais élus nationaux" a sonné.

Osons croire que M. Issoze Ngondet tiendra compte de ces pesanteurs qui pourraient torpiller sa démarche républicaine du jour. Pour éviter une bérézina qui constituerait une première dans l'histoire, l'œuvre se devrait d'être pensée sans rien négliger ou avoir un air ou attitude qui ne participerait qu'à ternir des rapports qui s'annoncent déjà compliqués. Même s'il peut tou-

jours compter sur des irréductibles qui n'entendent pas trahir leur filiation au parti au pouvoir dont ils sont reconnaissants de l'œuvre politique posée dans le pays et en leur faveur.

Autre soutien a priori, les alliés du PDG dans cette chambre du Parlement gabonais. Sans qu'ils représentent véritablement une force susceptible d'entraîner un schisme dont la principale conséquence serait de faire pencher la balance. Parmi eux, il y a le Centre des libéraux réformateurs (CLR) et le Rassemblement pour le Gabon (RPG). Même si l'alliance avec le parti de Paul



...Albertine Maganga Moussavou du PSD...



... et le député de l'UPNR, Narcisse Massala Tsamba seront parmi les acteurs de cette déclaration de politique générale.

Mba Abessole, sixième vice-président de l'Assemblée, semble totalement battre de l'aile bien avant la présidentielle du 27 août dernier. Désormais l'on peut également considérer, comme alliée, Albertine Maganga-Moussavou, l'unique députée du Parti social démocrate (PSD), dont le parti a bénéficié de l'entrée au gouvernement du militant Biendi Maganga Moussavou.

A coup sûr, le danger ne viendra pas des quelques députés de l'opposition radicale, représentée par l'UPNR de Me Louis-Gaston Mayila, l'Union nationale (UN) et des députés indépendants. Loin s'en faut, il pourra toujours dormir du sommeil du juste sans craindre une quelconque menace de ce côté.

Si l'on s'en tient à la célèbre maxime de Mgr Lefebvre, "le ver est bel et bien dans le fruit". Le danger n'est pas loin, il est à l'intérieur d'une maison dans laquelle il était pourtant supposé avoir des alliés sûrs. Mais au regard des temps qui courent, où les alliances et les paroles ne valent plus que pour beurre, au numéro un du gouvernement de se comporter en conséquence.